

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. La question est irrecevable. Il ne suffit pas de demander au ministre si on lui a présenté des instances ou non.

LA REPRÉSENTATION AU CONGRÈS AGRICOLE

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, puis-je aussi poser une question au ministre de l'Agriculture? Étant donné que le gouvernement a annoncé son intention de tenir un congrès agricole important dans un avenir rapproché et vu l'état où se trouve l'agriculture au Canada, le ministre peut-il nous dire si tous les organismes qui s'occupent d'agriculture seront représentés et s'il invitera les membres du comité permanent de l'agriculture à y assister?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ai toutes les raisons de croire qu'on invitera les membres du comité permanent à y assister, sinon à titre de délégués, du moins à titre d'observateurs. Sauf erreur, c'est ainsi que les choses se sont passées la dernière fois et c'est exactement ce que les membres du comité préfèrent. Quant à inviter tous les organismes qui s'occupent d'agriculture à se faire représenter, je ne puis promettre que nous les inviterons tous sans exception. Je sais qu'on prend des dispositions pour recevoir environ 350 délégués. Les invitations seront distribuées aussi équitablement que possible par l'entremise des organismes agricoles au pays.

* * *

LA SÉCURITÉ NATIONALE

L'EXISTENCE D'UNE CELLULE DU FLQ À PARIS

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Il y a quelques jours, une cellule du FLQ donnait signe de vie à Paris, en prédisant «qu'il se livrera à d'autres violences dans les semaines qui viennent,» et ce en dehors de la province de Québec, en s'attaquant particulièrement aux «moyens de communication aériens et par chemin de fer qui se trouvent au Canada».

Le gouvernement a-t-il pris des mesures ou en prend-il actuellement en vue de trouver cette cellule de Paris et entend-il aussi prendre des mesures visant à empêcher que ces actes de violence et de sabotage puissent se produire dans les autres provinces du Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, je vais m'assurer que le solliciteur général soit mis au courant des faits relatés par l'honorable député.

Quant à moi, je suis porté à croire que ces gens-là doivent faire partie de la cellule «Pantoufle», la même que Michel Chartrand a fondée.

* * *

LA RECHERCHE

L'ARCTIQUE—LA COLLABORATION AVEC LES ÉTATS-UNIS QUANT AUX ÉTUDES SCIENTIFIQUES

[Traduction]

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser relativement au som-
[M. Mazankowski.]

maire et aux recommandations, récemment déposés à la Chambre, du séminaire scientifique canado-américain sur les problèmes de la recherche dans l'Arctique. J'adresse ma question au président du Conseil du Trésor qui est comptable à la Chambre des questions scientifiques; à moins que, du fait que les sciences sociales entrent en jeu, je doive l'adresser au premier ministre. Le gouvernement a-t-il pris une décision sur la question de savoir s'il acceptera une recommandation du rapport, soit que les hommes de science canadiens et américains entreprennent des études conjointement? Sinon, le gouvernement s'occupe-t-il de l'affaire? Pouvons-nous espérer que le gouvernement décide sous peu si nous entreprendrons des recherches en collaboration avec les États-Unis sur le développement de l'Arctique et l'avenir de sa population?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, les députés savent, je crois, que des discussions se poursuivent depuis un certain temps avec les autorités scientifiques des États-Unis relativement à des projets conjoints de collaboration. On se rend sûrement compte que les deux pays ont un intérêt dans l'Arctique. L'examen de ces problèmes écologiques plus importants avec les ressources combinées des deux pays produira vraisemblablement des résultats plus efficaces que si nous les abordions seuls. Nous sommes conscients qu'en ce qui concerne l'Arctique, nous avons un intérêt particulier et spécial de propriétaire. Avec cette pensée présente à l'esprit, nous continuons l'examen des projets conjoints possibles.

* * *

LE LOGEMENT

LA QUESTION DE L'HYPOTHÈQUE RELATIVE AU COLLÈGE ROCHDALE

M. S. Perry Ryan (Spadina): Ma question s'adresse au ministre chargé du logement. Le ministre est-il disposé à déposer le rapport de faisabilité relatif à l'administration du collège Rochdale?

L'hon. Robert K. Andras (ministre d'État): Monsieur l'Orateur, la situation du collège Rochdale fait présentement l'objet d'un examen très soigné et exhaustif, et mené en collaboration avec les autres personnes en cause à l'heure actuelle. J'espère pouvoir le plus tôt possible révéler les détails de cet examen et les décisions possibles qui en découleront. Cela pourrait prendre encore deux ou trois semaines.

M. Ryan: Le ministre est-il également disposé à révéler les arrangements hypothécaires modifiés qui ont été conclus avec le collège à ce moment-là?

L'hon. M. Andras: Sûrement oui, monsieur l'Orateur.

* * *

LES GRAINS

LES DEMANDES DE CARNETS DE PERMIS

M. S. J. Korchinski (Mackenzie): Ma question s'adresse au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, responsable de la Commission du blé. Il y a déjà quatre mois